



# REVUE TIERS MONDE

Revue Tiers Monde, n° 190, Avril-Juin 2007

Revue trimestrielle publiée par  
l'Institut d'Étude du Développement Économique et Social  
Université de Paris I Panthéon-Sorbonne

## ÉCONOMIE SOLIDAIRE : DES INITIATIVES LOCALES À L'ACTION PUBLIQUE

Sous la direction de Laurent FRAISSE, Isabelle GUÉRIN et Jean-Louis LAVILLE

- Laurent FRAISSE,  
Isabelle GUÉRIN,  
Jean-Louis LAVILLE** Introduction
- Jean-Michel SERVET** Le principe de réciprocité chez Karl Polanyi
- Céline JAUZELON** Microfinance et pratiques sociales des femmes *paraiyars* en Inde du Sud
- Isabelle GUÉRIN,  
Cyril FOUILLET,  
Jane PALIER** La microfinance indienne peut-elle être solidaire ?
- Luiz Inácio GAIGER** Nouvelles formes de production non capitalistes au Brésil
- Catherine BARON** Transfert du concept d'économie solidaire en Afrique francophone
- Isabelle HILLENKAMP** Le mouvement bolivien d'économie solidaire.
- Claude DE MIRAS** Initiative nationale pour le développement humain et économie solidaire au Maroc
- Christiane GIRARD  
FERREIRA NUNES** Politiques publiques en faveur de l'économie solidaire au Brésil
- José Luis CORAGGIO** Une autre économie est-elle possible sans une (autre) politique ?
- Varia**
- Thierry BAUDASSÉ,  
Thierry MONTALIEU** L'hypothèse du capital social
- Bruno SARRASIN** Le plan d'action environnemental malgache

Rédaction et administration : Institut d'Étude du Développement Économique et Social - 45 bis, av. de la Belle Gabrielle 94736 Nogent sur Marne Cedex - tel : 01 43 94 72 26 fax 01 43 94 72 44 - [tiermond@univ-paris1.fr](mailto:tiermond@univ-paris1.fr)  
Abonnements et ventes : Armand Colin - [www.armand-colin.com/revues.php](http://www.armand-colin.com/revues.php) - 11-15 rue Pierre Rigaud, 94207 Ivry sur Seine cedex Tel : 0 820 065 095 - fax 01 40 64 89 51

Publié avec le concours du Centre national du livre - Prix du numéro : 20 €

Abonnements pour l'année 2007 : Particuliers : France 59 € - Étranger 69 € - Institutions : France 89 € - Étranger 99€

**Armand  
Colin**

## **ÉCONOMIE SOLIDAIRE : DES INITIATIVES LOCALES À L'ACTION PUBLIQUE**

**Sous la direction de Laurent FRAISSE, Isabelle GUÉRIN, Jean-Louis LAVILLE**

### **Jean-Michel SERVET – Le principe de réciprocité chez Karl Polanyi**

Karl Polanyi a une connaissance indirecte des sociétés constituant dans les années 1950 le Tiers Monde. Il découvre la réciprocité par la lecture d'anthropologues. Il oppose ce principe d'intégration économique à ceux de redistribution et de marché et le distingue des rapports domestiques. La réciprocité ne se réduit ni à une pratique primitive (comme dans une approche évolutionniste), ni à une relation de dons/contre-dons. Elle est comprise par son inscription dans une totalité sociale pensée comme telle et par une interdépendance revendiquée par les acteurs. Elle peut ainsi servir de base à la définition de l'économie solidaire.

### **Céline JAUZELON – Microfinance et pratiques sociales des femmes *paraiyars* en Inde du Sud**

Cette étude de cas anthropologique porte sur un projet de microfinance conduit au Tamil Nadu par une association indienne. L'analyse partielle des aspects multiformes des solidarités tente de démontrer la complexité des pratiques et des représentations. Des solidarités « organisées » par des associations aux solidarités « héritées » des femmes de la communauté *paraiyar*, la notion de devoir demeure primordiale pour accéder à la compréhension de l'économie des solidarités indiennes.

### **Isabelle GUÉRIN, Cyril FOUILLET, Jane PALIER – La microfinance indienne peut-elle être solidaire ?**

Comment et à quelles conditions la microfinance peut-elle être solidaire ? C'est-à-dire capable de participer à un processus de redistribution du pouvoir et des richesses mais aussi d'inventer de nouvelles formes de démocratie. Basé sur des monographies menées en Inde, l'article met en évidence les multiples défis auxquels sont confrontées les organisations qui tentent d'aller au-delà d'un rôle de prestataire de services financiers. La solidarité est bien sûr le résultat de choix et de stratégies délibérés mis en œuvre par les organisations de microfinance, mais elle est également fortement contingente des contextes locaux d'intervention et de la manière dont les populations locales utilisent, manipulent et s'approprient les interventions de microfinance.

### **Luiz Inácio GAIGER – Nouvelles formes de production non capitaliste au Brésil**

Les résultats de la première recherche nationale sur l'économie solidaire au Brésil, accomplie entre 1999 et 2003, permettent de distinguer différents profils d'entreprises d'économie solidaire, ainsi que leurs processus de création et d'institutionnalisation. Identifiant les conditions et les limites au développement de ces initiatives économiques, l'auteur évalue aussi dans quelle mesure les principes d'autogestion et de coopération sont introduits dans l'organisation et leur impact sur les conditions de travail des membres. Les principaux facteurs de viabilité de l'économie solidaire apparaissent grâce à l'analyse de données empiriques et, malgré des limites socio-économiques, le constat est positif: dans la plupart des cas, les entreprises d'économie solidaire améliorent la vie matérielle des personnes impliquées et représentent des expériences concrètes d'autonomie au et par le travail.

### **Catherine BARON – Transfert du concept d'économie solidaire en Afrique francophone**

Les débats suscités en Occident par l'expansion, au cours des années 1980, des activités relevant de l'économie sociale et solidaire ont été depuis peu transposés au contexte de l'Afrique francophone. Il en a découlé un certain nombre de travaux qui identifient, analysent et classent ces différentes pratiques relevant d'une économie sociale et solidaire en gestation en Afrique francophone. Or, cet article met en évidence les ambiguïtés que peut poser le transfert du concept d'économie sociale et solidaire en Afrique subsaharienne, notamment du point de vue des paradoxes véhiculés lors de ce transfert. Puis, il souligne à quelles conditions un tel transfert est porteur de sens et peut traduire l'élaboration de modes de développement originaux.

### **Isabelle HILLENKAMP – Le mouvement bolivien d'économie solidaire**

L'économie solidaire se veut à la fois une forme d'organisation des pratiques de financement, de production et d'échange faisant une large place aux solidarités, et une économie citoyenne ayant vocation à participer au débat démocratique. À partir du cas bolivien sont précisés les enjeux et les

difficultés de cette articulation, en se basant sur la notion d'action collective telle que l'a définie Alberto Melucci. L'auteure examine les conditions d'extension de l'action collective du niveau des organisations d'économie solidaire à celui de réseaux plus vastes et à caractère politique.

### **Claude DE MIRAS - Initiative nationale pour le développement humain et économie solidaire au Maroc**

En matière d'accès aux services urbains de base, et particulièrement d'assainissement et d'eau potable, d'importants changements sont en cours au Maroc en faveur des populations les plus démunies. Augurant de nouveaux paradigmes, l'Initiative nationale pour le développement humain est une ouverture sur une succession de questions stratégiques : l'essoufflement du discours en faveur de la marchandisation des services publics, le surgissement de modalités innovantes de gouvernance urbaine ayant des références idéologiques et conceptuelles larges et, enfin, l'insertion de l'économie solidaire dans cette nouvelle dynamique marocaine de développement urbain.

### **Christiane GIRARD FERREIRA NUNES – Politiques publiques en faveur de l'économie solidaire au Brésil**

Est-il possible d'appréhender la constitution d'un capital social comme fondamentale pour l'économie solidaire ? De façon simplifiée, un tel capital social recouvre les biens dont peuvent disposer les membres d'un groupe en raison de leur appartenance collective. Or, au Brésil, de nouvelles formes de politiques publiques d'économie solidaire sont apparues. L'étude de quelques municipalités montre que leur succès dépend de la compréhension des dynamiques locales, nationales et globales par les gestionnaires. À la lumière de cette analyse, il y a bien à ce jour constitution d'un capital social dans certaines régions, mais les difficultés de communication que rencontrent les réseaux ne permettent pas encore sa mise en circulation.

### **José Luis CORAGGIO – Une autre économie est-elle possible sans une (autre) politique ?**

En Amérique latine, la construction d'autres formes d'organisations micro et méso-économiques est indispensable. Certaines d'entre elles sont déjà mises en pratique localement. Cependant, pour être viables sur les plans social, économique et politique, elles doivent se constituer en un système organique. Pour atteindre ce but, il est absolument nécessaire de coopérer, s'associer, débattre et réfléchir ensemble, démocratiquement : voilà le type de participation requis par une action politique dont la prétention est de transformer la société, et donc l'économie. En conséquence, la qualité de la politique est une question à inscrire à l'agenda de l'économie solidaire.

### ***Varia***

### **Thierry BAUDASSÉ, Thierry MONTALIEU – L'hypothèse du capital social**

Au cours des dernières années, un grand nombre de travaux a porté sur le capital social. Les uns traitent essentiellement de la définition et de la pertinence du concept ; les autres s'intéressent aux variables représentant le capital social et à leur relation avec la performance économique ou aux résultats en matière d'éducation, entre autres. Afin de refléter l'essentiel de ces débats, sans cacher les difficultés autour de la définition du concept, l'approche choisie est teintée de pragmatisme. En parvenant à rassembler suffisamment d'éléments empiriques sur la relation entre la nature des liens sociaux et les performances économiques ou le processus de développement, alors le concept – certes encore insuffisamment précis – de « capital social » trouve une certaine justification.

### **Bruno SARRASIN – Le plan d'action environnemental malgache**

L'élaboration du Plan d'action environnemental malgache a été rythmée par l'intervention de la Banque mondiale. L'institution a joué un rôle prépondérant dans la détermination des objectifs du Plan et des actions des différents acteurs impliqués. En définissant un « problème environnemental » et en préconisant l'élaboration d'une politique publique pour y répondre, le « diagnostic de Washington » sur les ressources naturelles a servi de fondement à ce qui est présenté comme une politique nationale élaborée pour servir les intérêts de l'ensemble des acteurs concernés, y compris ceux de la population rurale. Mais l'« autopsie » du processus d'élaboration apporte un éclairage singulier sur la façon dont peut être orientée la problématisation initiale, avec des conséquences directes sur la construction de la politique et sa prise en compte (ou non) des divers intérêts.

This document was created with Win2PDF available at <http://www.daneprairie.com>.  
The unregistered version of Win2PDF is for evaluation or non-commercial use only.